

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 30/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EURO BENGALE ORGANISATION

DEPOT DE MUNITIONS MILITAIRE
1 rue du camp
51230 Connantray-Vaufroy

Références : D2i 2025 107

Code AIOT : 0003012297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement EURO BENGALE ORGANISATION implanté DEPOT DE MUNITIONS MILITAIRE 1 rue du camp 51230 Connantray-Vaufroy. L'inspection a été annoncée le 14/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "risques" sur les établissements Seveso seuil haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURO BENGALE ORGANISATION
- DEPOT DE MUNITIONS MILITAIRE 1 rue du camp 51230 Connantray-Vaufroy
- Code AIOT : 0003012297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Euro Bengale exploite à Connantray-Vaufrey (51 230) un dépôt d'articles pyrotechniques, classé Seveso seuil haut au sens de l'article R.511-10 du Code de l'Environnement par dépassement direct dans la rubrique 4220 (stockage de produits explosifs) de la nomenclature des installations classées. Le site est composé d'une zone vie et d'une zone pyrotechnique.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Présence et revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
3	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Formation du personnel et entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de cette inspection. Sur la thématique contrôlée, l'exploitant a identifié et évoqué des axes d'amélioration sur lesquels il a déjà commencé à travailler. L'Inspection reviendra sur les actions mises en œuvre notamment à l'occasion des échanges en cours avec l'exploitant pour finaliser une adaptation des prescriptions en étude sur ce site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure interne qui encadre les modalités de fonctionnement en mode dégradé de son site (procédure P11). Elle comprend plusieurs phases : le diagnostic de passage en mode dégradé, la mise en place des mesures adaptées à la continuité de l'activité et le suivi du fonctionnement en mode dégradé. Cette procédure est principalement ciblée sur le volet sûreté du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.[...]
Constats : L'exploitant dispose d'un SGS. Une revue annuelle est réalisée. L'Inspection relève un manque de formalisation en termes de gestion de ce document. Une action d'amélioration visant à mettre en place un système plus cadré a été identifiée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.[...]
Constats : Une fiche de suivi est mise en place dans la cadre de la procédure P11. Le jour de l'inspection, le site ne connaissait pas de fonctionnement en mode dégradé. Un contrôle documentaire de la dernière fiche datant de 2023 a été réalisé. Cette fiche retrace correctement l'anomalie relevée à cette date, les actions immédiatement prises ainsi que les mesures compensatoires mises en place durant cette période et jusqu'au retour à une situation conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation du personnel et entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et des entreprises extérieures
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure :-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
Constats : Une procédure encadre la formation des opérateurs lors de l'embauche sur le site (procédure 19.06). Le programme de formation pour deux agents de la société pour 2025 a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite